

## AUBAGNE

# Armes, shit et coke saisis à la cité du Charrel

En fin d'année dernière, les habitants avaient crié leur ras-le-bol. Marre des trafics, au grand jour, sans la moindre retenue en plein cœur de la cité du Charrel à Aubagne. Hier, la police a frappé un grand coup contre les trafiquants et douché l'impunité des revendeurs dans cet ensemble HLM sensible. Les enquêteurs du commissariat d'Aubagne ont ainsi mis la main sur deux individus interpellés dans un appartement où se trouvaient également 25 kilos de rési-

ne de cannabis et une importante quantité de cocaïne et de produit de coupage. Lors de la perquisition, plusieurs armes, dont deux fusils mitrailleurs et un pistolet automatique ont également été retrouvés.

L'enquête se poursuit, dans le cadre d'une commission rogatoire d'un juge d'instruction marseillais. Les gardes à vue devraient se prolonger au moins jusqu'à vendredi, s'agissant d'une affaire de trafic de stupéfiants. **R.L.**

## AFFAIRE GUÉRINI

# Le patron de Fauchon mis en examen

Si l'affaire Guérini peut sembler en sommeil dans l'attente de l'audition en garde à vue du président du Département qui a été décalée en raison de ses problèmes de santé, le travail des enquêteurs n'en finit pas de révéler des surprises... On vient ainsi d'apprendre que le patron de Fauchon, Michel Ducros, a été mis en examen juste avant les fêtes de fin d'année pour "trafic d'influence". L'héritier de la fameuse marque d'épices est accusé par le juge Duchaine d'avoir versé en 2010 un 000-€ de vin en liquide de 500 000 € à Patrick Boudemaghe, un proche d'Alexandre Guérini et de Bernard Barresi. Lors d'une garde à vue puis de-

vant le magistrat, Michel Ducros a reconnu les faits.

L'affaire porte sur l'aménagement de l'Îlot Crozet à La Ciotat, un terrain sur lequel une des sociétés de Michel Crozet portait un projet associant logements et maison de retraite. Ne parvenant pas à obtenir du Conseil général les autorisations pour ouvrir la maison de retraite, l'homme d'affaires a alors tenté de modifier le dossier, ce qui supposait qu'une autre société se retire du montage. Il semble que Patrick Boudemaghe ait alors joué le "Monsieur bons offices"... en échange d'une "commission" de 500 000 €. **F.G. et D.T.**

# La pression croît sur les cités gangrenées par la drogue

**MARSEILLE** À la Paternelle, l'État veut reconquérir le territoire perdu

La méthode "coup de poing" a vécu, place à l'approche globale. Même si les habitants de la cité La Paternelle, dans le 14<sup>e</sup> arr. de Marseille, ont surtout vu du bleu, l'État et les collectivités locales ont entamé hier le quatrième volet de leur opération de "reconquête des territoires", situés en zone de sécurisation prioritaire (ZSP). Après Félix-Pyat (3<sup>e</sup>), la Solidarité (15<sup>e</sup>) et Bassens (15<sup>e</sup>), les forces de l'ordre ont investi l'ensemble des logements, connus eux aussi pour abriter un important trafic de stupéfiants. La première phase d'un dispositif regroupant la quasi-totalité des administrations et destinée à modifier le visage de ces quartiers où l'économie souterraine détruit le tissu social.

C'est la police judiciaire qui a ouvert les débats. Avant d'imaginer toute forme de rénovation, il faut éliminer le cœur du problème, le trafic de drogue. Six personnes qui animent le plan de revente ont été appréhendées par les enquêteurs de la brigade des stupéfiants, en possession d'une faible quantité de résine de cannabis et de coke.

Mais toute la difficulté, dans cette entreprise de reconquête, est d'éviter que les dealers et les guesseurs ne reviennent immédiatement réinvestir le terrain, un phénomène qui se reproduit presque toujours jusqu'ici.



La première phase, répressive, a permis de neutraliser le plan de revente de stupéfiants. Jusqu'à quand ? Les forces de l'ordre vont rester sur place pour éviter sa réimplantation. / PHOTO FRÉDÉRIC SPEICH

"L'idée du préfet de police est bien de rompre avec les opérations coup de poing qui ne suffisent pas à changer la physionomie de ces quartiers", confirme Fabrice Gardon, commissaire divisionnaire en charge de ces questions. Nous sommes dans une logique de reconquête pour améliorer le quotidien des gens. On veut une approche globale qui consiste à faire venir tous les moyens de l'État et des administrations."

Après la première phase, répressive, les forces de l'ordre vont rester durant plusieurs semaines, dans les cités concer-

nées. Viendra ensuite l'étape de l'amélioration du cadre de vie. Comme cela s'est déjà produit à Félix-Pyat ou à la Solidarité, les services de la ville, de la police municipale ou de la Communauté urbaine vont commencer par débarrasser les carcasses de voiture ou les encombrants qui transforment les parkings en décharges publiques. Des travaux de rénovation seront également entamés par les bailleurs sociaux. Enfin, la dernière étape du dispositif consistera à favoriser l'emploi. "Il y aura des actions concrètes en termes de propositions d'emplois,

poursuit Fabrice Gardon. On asphyxie le trafic, mais ceux qui le souhaiteraient pourront trouver des alternatives. Des fonds existent, notamment pour les emplois d'avenir. On espère changer la donne." Ce type d'opération, très ambitieuse, n'a encore jamais été mis en œuvre, nulle part sur le territoire français. Il faudra encore du temps avant de tirer les premiers bilans et espérer voir cesser toute forme de trafics dans ces cités où ils sont ancrés depuis plusieurs dizaines d'années.

**Romain LUONGO**

## POLITIQUE

# Débat à Aix : Mennucci et Joissains sur le ring de la métropole



Patrick Mennucci, député-maire (PS) du 1<sup>er</sup> secteur de Marseille et Maryse Joissains, maire (UMP) d'Aix et présidente de la CPA étaient invités à débattre, hier, à Sciences Po Aix. / PHOTO SERGE MERCIER

Un amphî surchauffé, des bancs remplis d'étudiants plutôt bien informés, des fans clubs des deux partis en présence, des élus et quelques citoyens lambda désireux d'en savoir plus... Et, sur la tribune, deux "animaux" politiques dont la facoade est connue au-delà des frontières d'Aix et de Marseille. Le débat provoqué hier par l'association du Cercle politique aixois, des étudiants de Sciences Po aéroportés d'actualité, s'avérait prometteur. Les présentations par les animateurs de Patrick Mennucci, député-maire de secteur à Marseille (PS) et Maryse Joissains, maire d'Aix et présidente de la Communauté du pays d'Aix (UMP), ont donné le ton rapidement, les étudiants s'étaient

fixé pour mission d'houspiller - gentiment - leurs invités. Pour autant, si la soirée avait la saveur d'un bon spectacle, c'était bien de l'avenir des deux millions d'habitants de l'aire d'Aix-Marseille qui se discutait là... Le débat concernait, donc, l'avenir de l'organisation politique du territoire : la métropole, voulue par le gouvernement Ayraut, et défendue par Patrick Mennucci, ou la coopération métropolitaine dotée d'une "polycentralité", comme le souhaite Maryse Joissains ? Chacun a dressé l'inventaire des arguments : le territoire est plombé par le chômage, accuse un retard considérable dans l'organisation des transports, n'est pas doté d'une visibilité internationale, déplore l'élu PS.

Pour qui la métropole pourra apporter les réponses. Elle va aller à l'encontre du travail de proximité des maires, va donner tous les pouvoirs à Marseille, argue l'élu UMP. Qui se déclare favorable à une structure dotée de compétences stratégiques, comme les transports, mais qui doit respecter les identités des bassins de vie. La représentativité politique de la métropole ? "J'ai fait mes calculs, dit Mennucci, il y aura 191 élus, et 78 pour Marseille. Son président ne sera pas forcément un Marseillais". Autre question : la fiscalité. Les marges de manœuvre existeront pour chaque commune, reconnaisent, au final, les deux élus. Le débat continuera...

**Julien DANIELIDES**



NEW THINKING. NEW POSSIBILITIES.



## OUI À LA FAMILLE, NON AUX PANTOUFLES.



**HYUNDAI** À partir de  
**ix35 | 18 990 €<sup>(1)</sup>**

New Thinking. New Possibilities : Nouvelles idées. Nouvelles possibilités.

**Modèle présenté : ix35 1.7 CRDi 115 Panoramic Sunction à 25 250 €**  
(28 750 € - 2 000 € de remise et - 1 500 € de reprise d'un véhicule).

(1) Offre valable jusqu'au 31.03.2013. Prix TTC au 14.01.2013, hors options du ix35 1.6 GDI 135 PACK Confort Blue Drive (22 690 € - 2 200 € de remise - 1 500 € de reprise d'un véhicule). Consommations mixtes et émissions de CO<sub>2</sub> de la gamme ix35 : de 5,3 à 7,1 l/100km et de 139 à 187 (g/km). TRIPLE GARANTIE 5 ANS HYUNDAI : 5 ans de garantie kilométrage illimité - 5 ans d'assistance gratuite - 5 ans de contrôle annuel gratuit.

ix35.hyundai.fr  
**5 ANS TRIPLE GARANTIE**  
Engagement kilométrage illimité.